



BALARD (Martine)

Dahomey 1930 : mission catholique et culte vodoun. L'œuvre de Francis Aupiais (1877-1945), missionnaire et ethnographe

Paris, L'Harmattan, 1999, 356 pages.

BONFILS (Jean)

La Mission catholique en République du Bénin, des origines à 1945

Paris, Karthala, 1999, 276 pages.

Le sous-titre du premier livre nous renseigne plus sur son contenu que le titre. C'est bien à la personnalité et à l'œuvre de Francis Aupiais que s'intéresse Martine Balard dans cet ouvrage, issu de sa thèse d'histoire et déjà publié aux Presses universitaires de Perpignan en 1996. La figure du père Aupiais est en effet originale, attachante et méritait une (re)découverte : mission remplie avec cette étude approfondie. Deux axes sont particulièrement mis en valeur : l'œuvre ethnographique et la pensée religieuse, parfois politique, de ce père. Ils permettent de percevoir la singularité, pour l'époque et le milieu, de sa démarche, les difficultés auxquelles il fut confronté ainsi que les contradictions de son action.

Le père Aupiais n'a pas seulement manifesté un grand intérêt pour la culture et les arts africains, il s'est voué à une œuvre de réhabilitation des sociétés noires, sous différentes formes : collecte d'objets d'art, participation à la création de la revue *La Reconnaissance africaine* en 1925, organisation d'expositions et de conférences à son retour en France, après vingt-trois ans passés au Dahomey. Il s'initia à l'ethnologie et réalisa, grâce au soutien du mécène Albert Kahn, les premiers films ethnographiques français, *Le Dahomey chrétien* et *Le Dahomey religieux*, en 1931. Cette volonté de réhabilitation des populations noires et de promotion de leurs cultures lui valut bien des déboires de la part de ses collègues et supérieurs, en particulier un exil à Baudonne-en-Tarnos, dans les Landes, dans les années 30. Les contradictions apparaissent d'abord dans son attitude à l'égard

des cultes *vodun*. S'il refuse de les stigmatiser – pour lui, ce n'est ni l'œuvre de Satan, ni les ténèbres –, c'est pour mieux montrer que les Dahoméens ont des qualités religieuses, mettre en avant leur moralité et montrer qu'ils sont prêts à recevoir l'Évangile. La visée missionnaire reste prédominante, tout comme la mission civilisatrice de l'entreprise coloniale.

Sa position vis-à-vis du colonialisme est tout aussi ambiguë. Il s'engage dès 1927 dans la dénonciation du travail forcé dans les colonies et cherchera à atténuer les souffrances des populations locales, mais il ne remettra jamais en cause le bien-fondé de la colonisation, pas même après la guerre, au moment où il est élu député de la circonscription Dahomey Togo à l'Assemblée constituante d'octobre 1945. Son aveuglement pendant l'occupation nazie et ses compromissions avec le régime de Vichy sont aussi mis en lumière dans cette étude. C'est donc un homme partagé entre une vision – liée à une époque et un milieu – coloniale, moraliste et conservatrice, et le choc du contact avec une culture et une population qu'il découvrira et appréciera. Tantôt prisonnier des préjugés de son époque, tantôt en avance sur son temps.

Le père Aupiais n'est pas absent de l'ouvrage de Jean Bonfils, qui retrace l'histoire de la Mission catholique au Bénin jusqu'en 1945 dans une approche qui ne cherche pas, loin de là, à montrer les ambiguïtés ni les contradictions de l'entreprise missionnaire. L'auteur, actuel évêque de Nice après avoir été missionnaire au Bénin, souhaite fournir un dossier historique et une vue d'ensemble des différentes étapes de l'évangélisation du pays. De nombreux documents d'époque sont utilisés et abondamment cités : archives missionnaires, rapports réguliers sur l'état de la mission adressés au Vatican, statistiques. On apprécie aussi les nombreux repères biographiques concernant les acteurs de la mission et les premiers prêtres béninois.

Mais ce sont paradoxalement ces qualités qui font les limites de la démarche. En s'appuyant uniquement sur des documents internes à l'Église,

et essentiellement sur les archives des Missions africaines, l'étude apparaît forcément partielle. Les archives coloniales, par exemple, seraient aussi utiles dans l'écriture de l'histoire de la Mission au Bénin. Le regard reste également centré sur les acteurs de cette dernière.

Rien n'est dit sur la façon dont l'évangélisation a été reçue, vécue, interprétée, utilisée par les Dahoméens, singulièrement absents de cette étude. L'influence de l'évangélisation est réduite à des décomptes statistiques (le nombre de baptisés, de stations missionnaires) – on perçoit au passage à quel point les missionnaires ont été obnubilés par la concurrence avec les Églises protestantes et l'islam –, mais qu'en est-il de son influence sur les valeurs, la culture, la société ?

Toute une histoire reste donc à faire, qui serait sûrement moins bienveillante : celle de la réception de l'œuvre missionnaire catholique au Dahomey.

Cédric Mayrargue

BESTEMAN (Catherine)
*Unraveling Somalia. Race, Violence
 and the Legacy of Slavery*
 Philadelphie, University Press
 of Pennsylvania, 1999, 284 pages.

L'intérêt de ce livre est double : éclairer le lecteur sur le sort d'une minorité méconnue, les Goshas, et défendre la thèse selon laquelle la guerre en Somalie ne se résume pas à des antagonismes claniques. L'auteur argue que les hiérarchies raciales, la géopolitique mondiale et les transformations économiques de la fin du xx^e siècle ont bien plus contribué à la destruction du sud de la Somalie que de prétendus antagonismes tribaux (p. 23). Les segmentations claniques, en l'occurrence, sont flexibles. Elles n'ont pas généré le conflit, mais l'ont géré (pp. 229-230). Pour être appréciées à leur juste valeur, elles doivent être replacées dans le contexte des tensions sociales produites par les compétitions raciales et territoriales qui font l'objet de cet ouvrage. L'enjeu fon-

cier, notamment, constitue une motivation profonde des affrontements qui ont embrasé la Juba, région de Somalie où, précisément, la bataille a été la plus acharnée.

Certes, il ne s'agit pas simplement d'une lutte pour les ressources : le problème d'accès à la terre résulte d'un ensemble complexe de relations sociales que C. Besteman s'attache à analyser en étudiant plus particulièrement la minorité des Goshas. Recrutés de force, d'abord par le colonisateur italien dans les plantations de la région puis par la dictature Siad Barre dans l'armée, ces descendants d'esclaves bantous se situent tout en bas de l'échelle sociale. Bien qu'ils se distinguent des basses castes, les chasseurs *boon* ou les intouchables *sab*, avec qui les Somali ne daignent même pas manger, les Goshas sont assimilés à des esclaves *addon* et ils ne peuvent pas se marier aux clans *bilis*, c'est-à-dire nobles. La discrimination dont ils ont été victimes tient à la nature des rapports qu'ils entretenaient avec le groupe dominant des Somali, d'une part, et les clientèles politiques de l'État, d'autre part.

Relativement aux clans nobles dont ils cherchaient la protection, ils ont été tenus à l'écart et se sont vu refuser la procédure d'assimilation *shogad* qui, en principe, permet à un vassal d'adopter la généalogie de sa communauté d'accueil. Ils ont, par exemple, participé au paiement du prix du sang par solidarité avec un groupe dominant dont ils n'avaient, en revanche, rien à attendre lorsqu'un Goshas offensait une famille et devait, à son tour, payer des compensations. En ce qui concerne l'État, les Goshas ont aussi été lésés, car la dictature militaire n'a guère amélioré leur position sociale en dépit de ses déclarations égalitaristes. Le régime prétendument socialiste de Siad Barre, adepte du centralisme démocratique, avait nié et même interdit les identités claniques. Les paysans bantous n'ont donc pu arguer de leur statut minoritaire pour obtenir des droits spécifiques. Avec l'effondrement du régime, ils ont au contraire été la cible privilégiée des miliciens, qui ont confisqué leurs terres et poursuivi, à leur manière, les procédures d'expropriation entamées du temps de



Siad Barre. Une telle dépossession, conjuguée au déni d'identité et de citoyenneté, est révélatrice de la portée économique et sociale d'un conflit que l'on a trop souvent voulu réduire à sa dimension purement prédatrice et criminelle. L'étude des marginaux et des exclus s'avère finalement fort instructive de la gestion du pouvoir politique, au centre, et des limites de l'État-nation, à la périphérie (p. 231).

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

BOULY DE LESDAIN (Sophie)
Femmes camerounaises en région parisienne. Trajectoires migratoires et réseaux d'approvisionnement
Paris, L'Harmattan, coll. « Connaissance des hommes », 1999, 241 pages.

Cet ouvrage tente un tour de force : rendre compte des migrations des femmes camerounaises en France, en passant outre les frontières disciplinaires et géographiques. À cet effort conceptuel, il faut ajouter un courage méthodologique, puisque l'auteur navigue entre les points de départ et d'arrivée de ses interlocutrices : le Cameroun et la France. Deux perspectives temporelles orientent l'ouvrage : une approche historique de cette migration et une étude synchronique du vécu des migrantes. La première partie du livre souligne, à travers le temps, la spécificité des migrations des Camerounaises en France. Sophie Bouly rompt d'emblée avec une vision univoque qui voudrait réduire ces migrations à celles issues des pays sahéliens.

La deuxième partie de l'ouvrage est synchronique et porte sur un des thèmes de prédilection de l'anthropologie urbaine en France : l'étude des marchés. Celui de Château-Rouge, à Paris, sert à étudier les activités commerciales et les réseaux d'approvisionnement alimentaire des minorités africaines, et en particulier camerounaises. Espace de sociabilité riche en enseignements, il illustre les relations, parfois paradoxales, avec les autres nationalités et avec les autochtones. L'auteur montre comment la dichotomie entre « liens forts et liens faibles »

(Granovetter) détermine la réussite socioprofessionnelle des migrantes en France. Celle-ci passe par des réseaux et des liens qui appartiennent aux structures de la société d'accueil. D'où la difficulté pour certaines migrantes de mobiliser ces liens organiques et de gérer en même temps les pressions « communautaires ».

Ce livre, issu d'une thèse, embrasse des thèmes d'une telle diversité que la cohérence de l'ouvrage en pâtit un peu. Entre le marché de Château-Rouge et les vicissitudes des stratégies matrimoniales et d'émancipation féminine, le fil d'Ariane n'est pas aisé à suivre. Un tel travail appelle une question : l'anthropologie française « rapatriée » est-elle la synthèse de toutes les sciences sociales, ou est-elle appelée à se diluer au sein de celles-ci dès lors que le terrain cesse d'être exotique pour devenir, comme disent les anthropologues, « endotique » ? À la lisière de cette ambivalence féconde, S. Bouly a trouvé l'acuité nécessaire à la production d'un savoir éclectique, entre ses propres « migrations » disciplinaires et les migrations internationales des Camerounaises.

Fred Eboko

CHRÉTIEN (Jean-Pierre),
TRIAUD (Jean-Louis) (dir.)
Histoire d'Afrique.
Les enjeux de mémoire
Paris, Karthala, 1999, 503 pages.

Cet ouvrage collectif regroupe quelque vingt-cinq auteurs et autant de chapitres, et délimite un terrain de recherche particulièrement novateur : l'histoire de la mémoire en Afrique, et de ses enjeux passés et présents. L'ouvrage impressionne par l'ampleur de la couverture géographique et temporelle ; sa lecture, aisée et dénuée de tout jargon, est fort enrichissante, non seulement grâce au thème spécifique de la mémoire mais aussi à la grande originalité des cas d'étude proposés : vies de saints, bois sacrés, mythes d'origine, commémorations, cinéma populaire, rites funéraires...

ou encore le café-restaurant, devenu emblème national. Cette riche récolte est solidement divisée en parties chronologiques (les dynamiques historiques anciennes, la domination coloniale, les traditions revisitées, la ferveur commémorative du présent), lesquelles sont autant de passages vers une habile réflexion conceptuelle, grâce à de courtes introductions. De nombreuses cartes et illustrations (notamment des photos de la capitale ashanti, Kumasi, avant et après sa destruction par les troupes britanniques) auraient toutefois été plus facilement repérables avec une table en fin d'ouvrage.

L'introduction générale de Jean-Louis Triaud ancre solidement le livre au sein d'un nouveau contexte intellectuel : celui d'une discipline historique désormais éclatée et fragmentaire, influencée par le postmodernisme (américain), et la micro-histoire. En rendant hommage à la méthodologie des lieux de mémoire de Pierre Nora, J.-L. Triaud rappelle plusieurs points importants. D'abord, que l'emprunt de ce concept a suscité de vives polémiques au sein des africanistes convoqués pour réfléchir à la fertilité d'un tel thème dans l'histoire africaine (polémiques brillamment développées dans le chapitre introductif de H. Moniot, « Faire du Nora sous les tropiques »), et, partant, que l'on ne peut entièrement transposer un modèle élaboré pour une petite nation (la France) au « lacis complexe où s'organisent les mémoires d'un vaste continent ». Ensuite, que l'Afrique apporte maints éclairages nouveaux : ainsi, l'importance de « non-lieux », vides et apparemment oubliés (voir le cas extraordinaire du palais détruit de Sékou Touré à Conakry, étudié par O. Goerg), à côté de *topoi* plus immédiatement spectaculaires (Koumbi-Saleh, Zimbabwe), récupérés par la mémoire nationaliste moderne.

La qualité générale des chapitres est remarquable pour un ouvrage collectif de cette ampleur. Faute de place, nous indiquerons ici quelques points de repère essentiels. L'armature du livre repose sur une demi-douzaine de chapitres qui s'attaquent à l'histoire longue des lieux de mémoire et dressent un tableau complet des trajectoires de quelques sites depuis des périodes anciennes jusqu'aux

stratégies du temps présent. C'est le cas du très exhaustif chapitre de J.-L. Triaud sur le nom de Ghana, qui retrace, de 1841 à 1981, l'émergence scientifique et archéologique, puis nationaliste et politique des représentations de l'ancien empire sahélien et de sa capitale Koumbi-Saleh (à lire dans le même sens l'article récent de R. J. McIntosh, « Western representations of urbanism and invisible African towns », in S. Keech McIntosh, *Beyond Chieftoms*, Cambridge University Press, 1999). Le cas aussi du travail de J.-P. Chrétien sur l'histoire des mythes d'origine du Rwanda, qui analyse avec subtilité les couches de sens accolées à ces histoires depuis les interprétations raciales des explorateurs du XIX^e siècle jusqu'aux cristallisations politiques récentes en passant par les collectes orales scientifiques ou historicistes des années 50. Gérard Prunier offre un excellent aperçu des jeux dialectiques complexes qui s'organisent autour des lieux de la mémoire royale au Buganda, en concluant sur les télescopages d'identités portés par ceux qui vivent et font exister les mémoires du passé (ici un respectable banquier descendu de sa Mercedes pour danser en habit d'écorce de bananier sur les bords du lac de Mengo). Des chapitres d'échelle comparable sur l'Ashanti (C.-H. Perrot), sur Madagascar (D. Nativel et F. Raison-Jourde, J. Frémigacci) et sur l'Ouganda (J. Willis, H. Médard) excellent à broser, toujours sous l'angle de la mémoire, une fresque de l'histoire longue de ces régions et de leurs enjeux historiques propres.

Une série de chapitres plus ponctuels témoignent de la fertilité du thème de la mémoire. Qu'il s'agisse du sens des grandes figures nationalistes du Cameroun (A. Eckert) ou des réflexions plus théoriques de C. Coquery-Vidrovitch sur l'avènement d'une « ère des commémorations » en Afrique, le lecteur trouvera matière à réflexion, ainsi que de nouvelles approches sur l'histoire ancienne et récente du continent. La conclusion de J.-P. Chrétien interroge la fonction de l'histoire et de la mémoire en Afrique, et ouvre sur l'avenir en analysant l'avènement récent de mémoires monumentalisées et ostentatoires (étatiques?).



Un beau livre donc, qui échappe à l'habituel placage de concepts occidentaux sur l'histoire africaine, et offre une moisson d'exemples et de problématiques innovantes.

Florence Bernault

COURADE (Georges) (dir.)
Le Désarroi camerounais.
L'épreuve de l'économie-monde
Paris, Karthala, 2000, 283 pages.

Cette œuvre collective nous est présentée par son chef d'orchestre, Georges Courade, comme « le point d'orgue d'une aventure intellectuelle et partenariale » qui aura duré dix ans (p. 11). On serait tenté d'élargir la métaphore et de rappeler que l'œuvre est le finale, en l'an 2000, d'un concerto commencé voici plus d'un demi-siècle par les chercheurs français au Cameroun. La tonalité de leur recherche n'a pas varié au fil des années, même si les sigles qui la représentaient ont changé au gré des événements et des convenances : l'Ifan, l'Ircam, l'Orstom, l'IRD... Quel que soit le sens des initiales de ces institutions successives, le leitmotiv en a toujours été la recherche fondamentale sur le développement. Le projet Ocisca, dont le livre est l'aboutissement, appartient aujourd'hui à l'IRD et signifie « Observatoires du changement et des innovations sociales au Cameroun ». Il s'inscrit donc dans la continuité de cette longue et remarquable tradition de recherche.

L'ouvrage est « le témoignage scientifique d'une histoire commune », dit encore G. Courade (p. 12). Il ne regroupe pas les conférences de chercheurs réunis le temps d'un congrès, ni n'est un livre collectif d'auteurs s'entendant sur un sujet d'intérêt commun. Sa particularité est d'avoir été précédé par un effort collectif de maturation, avec des réunions mensuelles à Yaoundé – les « mardis de l'Ocisca » –, un *Bulletin* puis une *Lettre* régulière, et des *Cahiers* au contenu centré sur la recherche de l'un des membres de l'équipe ; et il est l'aboutissement de

plusieurs thèses. Ce qui donne à l'ensemble le style assuré d'un travail qui repose sur une infrastructure soigneusement établie.

Ainsi, le titre assez sombre de l'ouvrage ne vient pas d'un regard rapide porté sur le Cameroun mais s'est comme imposé aux chercheurs après un long temps d'observation : « Le désarroi, la désespérance parfois, le "désenchantement toujours" qui envahit acteurs et auteurs et dont ce livre est l'exposé... » (p. 13). C'est le regard convergent de dix auteurs, français et camerounais, dix approches à partir d'études menées dans des régions et dans des domaines complémentaires : la zone cacaoière du Centre, la zone caféière de l'Ouest, pour le monde agricole. Et, pour le milieu urbain, Yaoundé, Douala, Garoua. Des réflexions approfondies sur la privatisation, le passage de l'autorité de l'État à la société civile et un chapitre, malheureusement inévitable, sur le sida. Le lecteur aura une vue d'ensemble, une sorte de photographie panoramique du pays sous les yeux : « Les équipes camerounaises du projet s'efforcent, depuis 1992, grâce à des observations légères et pluridisciplinaires répétées dans le temps et dans des lieux critiques, de produire des instantanés du changement social en cours. » (G. Courade, dossier Orstom n° 44).

Mais la vie continue au Cameroun ! Le désarroi n'est pas un sentiment dans lequel on peut s'installer indéfiniment. Partout de petites ou moyennes entreprises naissent, et les « mamans » font d'incroyables prouesses pour faire vivre la famille : chacune est devenue commerçante sur le pas de sa porte. Si deux numéros des *Cahiers d'Ocisca* ont bien été consacrés à la participation des femmes au développement (n° 16 et 19), on trouvera un peu injuste qu'une place ne leur ait pas été faite dans le livre. De même, les nouveaux mouvements religieux font florès (109 appellations rien qu'à Douala !), et il domage qu'il ne soit pas question d'eux pour nuancer « le désarroi camerounais » ! La population dans son ensemble, toutes classes sociales comprises, y cherche pourtant – comme dans le christianisme classique – une espérance et des lieux de solidarité que des sociologues ne

sauraient négliger. La toujours étonnante capacité de rebondissement des Camerounais y trouve l'un de ses ressorts. « Religion, vitamine du faible », comme le lance R. Debray ? Il n'en reste pas moins qu'une profonde insatisfaction demeure au cœur des Camerounais et de leurs amis, que reflète ce livre honnête à toutes ses pages.

Éric de Rosny

PUGET (Françoise)

Femmes peules du Burkina Faso.

Stratégies féminines et développement rural

Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines », 1999, 319 pages.

Cet ouvrage se situe, selon son auteur, « au carrefour [...] de l'anthropologie, des études sur les femmes et du développement » (p. 8). Il a pour ambition d'analyser le processus, ambigu et parfois déstabilisant du fait de l'évidente pluralité des normes, de la rencontre entre développeurs et acteurs locaux du développement. Il cherche à mettre en évidence les stratégies complexes de réappropriation, contournement et refus différé des femmes peules par rapport aux différentes actions de développement. Les femmes souffrent, en effet, « d'une triple subordination » : par rapport aux hommes, au pouvoir central et aux bailleurs du fonds du Nord. Elles apparaissent d'autant plus vulnérables qu'elles évoluent dans un environnement sous fortes contraintes, écologiquement fragilisé, tissé d'imprévus, socialement peu favorable au changement et climatiquement instable (zone nord-sahélienne).

L'auteur entend s'appuyer sur leur parole, captée au cours d'entretiens de terrain, pour décrire leur vécu quotidien, appréhender leurs représentations du monde et de leur propre condition. C'est pourquoi le texte fait la part belle aux citations. Mais il ne néglige pas pour autant le « dehors » et la version des agents communautaires et autres formateurs à la base. L'analyse de leurs discours

respectifs fournit la structure binaire de l'ouvrage : logiques d'acteurs (1^{re} partie) et pratiques de contact (2^e partie).

Cette première partie, très descriptive, est de facture classique, presque scolaire dans sa structure et son écriture. Elle présente l'environnement géographique, historique et socioculturel de la femme peule. Puis, le lecteur découvre « banalement » que les femmes ont été oubliées par le développement (chapitre 3). En dépit des concepts mobilisés, le texte souffre d'une grille d'analyse insuffisamment problématisée. Et l'auteur semble souvent avoir de la peine à dépasser le discours de ses propres enquêtés.

La deuxième partie est plus intéressante, parfois plus fine dans l'analyse. Elle nous introduit véritablement au cœur du sujet : les actions de développement comme enjeu de pouvoir – économique, politique et symbolique – et les luttes visibles ou invisibles qu'elles génèrent. Là se trouvent sans aucun doute les chapitres les mieux construits. D'où quelques pages bien senties sur l'instrumentalisation réciproque des acteurs, les nouvelles perspectives économiques pour les femmes de lignages inférieurs et les tentatives masculines pour maintenir et réaffirmer leur domination. Au demeurant, ce que l'auteur montre avec une certaine réussite, comme il le dit lui-même, ce sont « les capacités des sociétés locales à négocier et réagir face aux propositions des intervenants... » (p. 281). Encore qu'il y ait, là aussi, de grandes disparités de traitement (50 pages pour le premier chapitre contre 8,5 pages pour le troisième !). Quant à la conclusion, elle est expédiée en quatre pages et s'achève sur trois constatations importantes qui auraient gagné à innover le corps de la thèse : la « réaffirmation identitaire avec conforation [et confrontation] des normes », « le renouvellement des formes [...] de leur autonomie », l'« individualisation des stratégies [...] dans les incertitudes d'une transition sous contraintes » ! On regrettera au demeurant une présentation et une mise en pages rudimentaire, préjudiciable à l'ensemble de l'ouvrage.

Pierre Janin



VERSCHAVE (François-Xavier)

*Noir silence : qui arrêtera
la Françafrique ?*

Paris, Les Arènes, 2000, 597 pages.

Il s'agit de la toute dernière publication du président de l'association « Survie », écrite dans la lignée des *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*. Ce travail militant comporte les qualités et les défauts liés à ses conditions de production. À son actif, il convient de souligner qu'il porte des dossiers à la connaissance du grand public et cherche à imposer un débat pour rompre le « noir silence » qui pèse sur la politique en Afrique. À son passif, il faut relever le parti pris qui consiste à n'instruire qu'à charge. Il en résulte une description au vitriol, non seulement de la France en Afrique, mais aussi de la politique en France. En effet, hanté par la volonté de mettre au jour des réseaux, ce livre, qui commence avec une analyse actuelle (et bien renseignée) de la guerre au Congo-Brazzaville et continue avec la présentation tout aussi intéressante d'autres crises, s'enlise finalement dans l'exhumation des scandales de la ^{ve} République tels que, parmi tant d'autres, l'affaire Markovic ou le suicide de Robert Boulin.

Malheureusement, la démonstration n'est pas toujours à la hauteur de la dénonciation. C'est dommage car, en étant aussi excessive et éclectique dans sa recherche de révélations, l'entreprise de clarification en vient à s'annuler. Elle ne peut convaincre que des convaincus, et elle donne prise à sa propre disqualification. Comme il ne fait pas de doute que les avocats des hommes politiques français mis en cause et les journalistes à la solde des dictateurs africains se chargeront de ce travail, il convient plutôt de se concentrer sur les aspects positifs du livre. Cela conduit, après un hommage au travail de collecte, à rechercher un mode d'emploi permettant de faire la part de l'anecdote et de l'humour.

Le livre de F.-X. Verschave est enfermé dans des injonctions paradoxales qui brouillent son analyse de la politique africaine de la France. Il tire

presque exclusivement ses sources de la presse française (la *Lettre du Continent* est la plus sollicitée, mais la palette est extrêmement large). Comment se peut-il qu'une presse nationale (tous médias confondus), largement dépendante des forces économiques et politiques dominantes, soit à la fois manipulée pour taire des situations gênantes (Congo-Brazzaville en décembre 1998) ou en présenter des versions édulcorées (Niger en janvier 1996), et, en même temps, fournisse tous les matériaux permettant d'écrire un livre aussi dévastateur ?

La solution, nous semble-t-il, tient dans une réponse simple et lourde de désenchantement : il n'y a pas de complot, pas plus qu'il n'y a un chef d'orchestre au centre d'un réseau des réseaux. Il faudrait d'ailleurs aller jusqu'au bout du raisonnement en termes de réseaux. Ces derniers sont tout le contraire de structures hiérarchiques gouvernées par un centre qui fixe des règles et des objectifs (comme le sont par exemple les services de renseignement, les sociétés pétrolières ou les Affaires étrangères). Les réseaux (dont les membres appartiennent très souvent à ces structures bureaucratiques) mettent en contact des acteurs qui opèrent et interagissent de manière plutôt individuelle. Certes, les trois « E » (Élysée, Elf, état-major) sont les lieux de prise de décision de la politique africaine de la France... quand décision il y a.

Dans la plupart des cas rapportés par l'auteur, il n'y a ni décision, ni plan d'ensemble ; les différents acteurs agissent à leur guise en fonction d'habitudes et de routines pour gérer des intérêts sectoriels, ou, tout simplement, à des fins d'enrichissement personnel. Ces fameux réseaux supposés omniprésents, omniscients et omnipotents ne seraient-ils pas plutôt la soupe de sécurité des machines à gouverner bureaucratiques ? Dès lors, il reste une multitude de faits et d'événements à retrouver dans ce livre très utile – mais en renonçant toutefois à y trouver la solution d'une énigme.

Patrick Quantin

ABBINK (John),
 HESSELING (Gerti) (eds)
*Election Observation and
 Democratization in Africa*
 Londres, Macmillan Press, 2000,
 338 pages.

L'observation des élections est presque devenue une routine dans les pays en voie de développement qui ont récemment introduit le multipartisme ou qui, pour d'autres raisons, ont des difficultés avec leurs scrutins. Cet ouvrage collectif arrive à point nommé pour étudier ce phénomène. Dans la partie théorique du livre, J. Abbink, O. van Cranenburgh et S. Ellis proposent une vue d'ensemble de la littérature sur la question et tracent les grandes lignes des transitions politiques de l'après-guerre froide en Afrique. Ainsi que le remarque Abbink, l'observation des élections est le résultat d'une conjoncture historique. Différents types d'attentes expliquent l'ardeur à s'impliquer des gouvernements bailleurs de fonds et d'autres acteurs tels que les ONG, les groupes d'opposition et les médias qui sont associés à l'observation et interagissent dans son déroulement. Pourtant, il existe à ce jour peu de recherche analytique sur le sujet. De Gaay Fortman et, pour l'Afrique du Sud, I. van Kessel contribuent à la littérature récente sur la relation problématique entre « *peacemaking* » et élections. Ces dernières sont organisées en tant qu'élément d'un accord de paix en vue d'introduire un nouveau régime. Par conséquent, la stabilité politique tend à jouer un rôle plus grand que la liberté de l'expression du suffrage populaire.

La partie la plus intéressante du livre est fournie par les études de cas. En plus de l'Afrique du Sud, celles-ci concernent l'Ouganda (M. Doornbos), le Kenya (D. Foeken et T. Dietz), l'Éthiopie (J. Abbink), le Malawi (R. Van Dijk), le Tchad (R. Buijtenhuijs) et le Mali (M.-F. Lange). Il s'agit d'un choix de pays africains très différents, dont l'analyse offre un matériau particulièrement riche pour approcher la signification des élections et de leur observation en Afrique. Le point de vue historique et culturel

adopté est particulièrement opérant. Ces études de cas montrent qu'il n'y a en soi rien d'africain dans la manipulation et la fraude électorales, et que de tels phénomènes ne datent pas des années 90. Doornbos donne par exemple une description exceptionnelle des élections de 1965 en Ouganda. Mais, même si l'on considère les conditions de la démocratisation et du multipartisme d'un point de vue critique, les élections et leur observation jouent, dans la politique africaine, un rôle qui n'est pas dénué de pertinence pour les gens ordinaires. Elles peuvent contribuer au développement des libertés politiques, mais également à légitimer des pratiques très anti-démocratiques. Elles peuvent aussi faire les deux simultanément.

L'ouvrage a été élaboré principalement par des chercheurs hollandais de l'Afrika Studiecentrum de Leiden. Que l'angle adopté soit ici semblable à celui du gouvernement peut, éventuellement, contrebalancer la domination des chercheurs anglo-saxons dans le domaine des études sur la démocratisation. Toutefois, la liaison étroite avec les intérêts du gouvernement néerlandais affaiblit la valeur analytique de la dernière partie du livre, consacrée aux aspects pratiques des politiques à mettre en œuvre. W. van Binsbergen et J. Abbink, van Cranenburgh et Rutten listent diverses recommandations aux bailleurs de fonds en vue d'améliorer leurs procédures d'observation des élections. Cela n'est pas complètement en accord avec l'analyse, bien documentée, des imperfections de la démocratisation en Afrique et de l'intérêt des Occidentaux à soutenir le processus décrit ailleurs dans le livre. Peut-être cette partie consacrée aux recommandations aurait-elle gagné à être publiée dans un autre ouvrage ?

Ce genre de tension entre le discours de la recherche et celui de la « consultation » n'est pas exceptionnel dans la littérature sur la démocratisation, qui est en grande partie financée par des agences de coopération et de développement. Mais une recherche équilibrée dans ce domaine est-elle possible et pertinente pour les décideurs lorsque le point de vue général n'est pas le leur ? Sans



doute des chapitres écrits par des chercheurs africains auraient-ils rendu l'ouvrage plus fort à cet égard. On peut espérer que des contributions hors des sentiers battus encourageront, dans le futur, des recherches ambitieuses sur le plan théorique.

Liisa Laakso

WEISS Ruth (avec Jane L. PARPART)
*Sir Garfield Todd and the Making
of Zimbabwe*

Londres, British Academic Press &
Suisse, P. Schlettwein Publishing,
1999, 327 pages.

Cette biographie bien documentée, débordante d'une affection respectueuse pour l'ancien Premier ministre de Rhodésie du Sud (1953-1958), restitue le cheminement de l'ancien pasteur d'une petite église évangélique néo-zélandaise envoyé en 1934, à l'âge de vingt-six ans, diriger une école dans une réserve tribale du sud de l'ancienne colonie britannique. L'auteur s'étend longuement sur les bonnes œuvres de l'infatigable missionnaire, qui lui valurent une grande popularité chez les Africains, et l'hostilité des colons.

Ruth Weiss nous fait pénétrer dans l'intimité de la famille Todd, versant à l'occasion dans la chronique familiale sans grand intérêt, tout en y mêlant des références, malheureusement trop rapides, à l'histoire politique du pays entre 1944 et 1998. Cet ouvrage permet de mieux comprendre la conversion – le mot n'est pas trop fort pour un homme aussi croyant que Todd – du missionnaire paternaliste des années 40, pas totalement indemne des préjugés raciaux des Blancs de cette époque, en politicien « libéral » (*i. e.* favorable à l'émancipation progressive des Noirs) puis, après son départ du gouvernement du fait de ses idées trop avancées, en défenseur de plus en plus radical d'un gouvernement de la majorité noire, et enfin en soutien actif de la cause nationaliste des mou-

vements de guérilla, Zapu et Zanu, pendant la guerre de libération. Opposant irréductible au régime illégal et raciste de Ian Smith, ce qui lui vaudra deux brefs séjours en prison, Todd se retrouve marginalisé dans le Zimbabwe indépendant d'après 1980 et devient de plus en plus critique à l'égard des méthodes de gouvernement de Robert Mugabe.

Malheureusement, le livre n'évoque que très brièvement les vingt dernières années et ne s'appesantit guère sur l'échec de cette poignée de « libéraux blancs » dont Todd fut le héraut, engagés en politique sur la base de convictions morales, mais qui se sont trompés sur la nature de l'entreprise politique de Mugabe et de ses comparses, longtemps aveuglés par ce qu'ils percevaient comme le combat des Justes contre le Mal, incarné par Ian Smith. Une certaine naïveté politique transparait donc dans les chapitres consacrés à la lutte de libération et à l'accession de Mugabe au pouvoir.

Daniel Compagnon
